



AGENTE OU AGENT D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION

Offre d'emploi : SE-22-04

Direction : Éducation-coopération et des communications

Statut : Emploi régulier à temps complet

Type de poste : Personnel syndiqué

Nombre d'heures par semaine : 35

Ville : Val-d'Or

Salaire minimum : 45 841 \$

Salaire maximum : 82 296 \$

Maximum à l'embauche : 66 881 \$

Début de l'affichage : 25-04-2022

Fin de l'affichage : 08-05-2022

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse souscrit à un programme d'accès à l'égalité en emploi et les candidatures des membres des groupes visés (les femmes, les personnes handicapées, les personnes autochtones, les minorités visibles et les minorités ethniques) sont encouragées à soumettre leur candidature. Si vous êtes une personne handicapée, vous pouvez recevoir, sur demande, de l'assistance pour le processus de présélection et de sélection.

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse est constituée par la Charte des droits et libertés de la personne. La Commission est un organisme indépendant du gouvernement et remplit sa mission au seul bénéfice de la population et dans l'intérêt du public. Forte de son indépendance et de son expertise, la Commission assure la promotion et le respect des droits énoncés dans la Charte des droits et libertés de la personne du Québec. Elle assure aussi la protection de l'intérêt de l'enfant ainsi que le respect et la promotion des droits qui lui sont reconnus par la Loi sur la protection de la jeunesse. Elle veille également à l'application de la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans les organismes publics.

Faites partie d'une équipe dynamique et engagée qui vous offrira des défis stimulants et des expériences professionnelles diversifiées.

Exigences essentielles

Détenir un diplôme universitaire terminal, dont l'obtention requiert un minimum de seize (16) années d'études en sciences de l'éducation (profil andragogie ou éducation des adultes) ou dans des secteurs s'apparentant à la gestion de la formation, la technologie éducative, la médiation interculturelle ou autre discipline universitaire appropriée dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente.

Est également admise ou admis une candidate ou un candidat qui a un nombre d'années de scolarité inférieur à celui exigé au paragraphe précédent, à la condition qu'elle ou il compense chaque année de scolarité manquante par deux (2) années d'expérience pertinente ; toutefois, la candidate ou le candidat doit détenir au moins un certificat d'études secondaires équivalant à une onzième (11^e) année ou à une cinquième (5^e) année du secondaire ou une attestation d'études dont l'équivalence est reconnue par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur ou par l'autorité compétente.

Et posséder trois (3) années d'expérience pertinente.

Description du poste

Sous l'autorité de la directrice ou du directeur de l'éducation-coopération et communications et sous la responsabilité fonctionnelle de la coordonnatrice ou du coordonnateur de l'éducation-coopération, la ou le titulaire conçoit, planifie et réalise des programmes et des projets d'éducation aux droits adaptés à différents publics cibles en lien avec la planification et les priorités annuelles de la direction. Elle ou il coopère avec d'autres organisations à la réalisation d'activités et de projets d'éducation ou de promotion des droits dans le cadre et les limites du mandat de la Commission.

Plus précisément, la ou le titulaire du poste a comme tâche, de façon non limitative, de :

- Concevoir des programmes et des séances de formation: cueillette et analyse des besoins; définition des objectifs d'apprentissage et des contenus de formation, conception et développement du matériel pédagogique et andragogique requis et évaluation;
- Animer des séances de formations en personne et en ligne;
- Donner des conférences et des séances d'information sur la Charte des droits et libertés de la personne et sur le rôle et le mandat de la Commission;
- Concevoir et produire des outils d'éducation (modules d'autoformation, guides, activités d'éducation, etc.);
- Coopérer avec différents groupes par une action de concertation, d'appui et d'accompagnement, en participant à l'organisation d'événements ou encore à l'élaboration de documents et d'outils liés aux mandats de la Commission;
- Participer au déploiement et au rayonnement de la Commission dans sa région, notamment par la création de partenariats avec des organismes du milieu;
- Répondre à des demandes d'information ou de service-conseil sur la Charte des droits et libertés;
- Participer aux activités de planification et d'évaluation des activités du service d'éducation-coopération en collaboration avec l'équipe de travail;
- Accomplir toute autre tâche connexe ou tout mandat particulier confié par la directrice ou le directeur et compatible avec l'emploi.

Profil recherché

- Bonne connaissance des droits et libertés de la personne garantis par la Charte québécoise;
- Capacité à transiger avec des acteurs et partenaires de différents milieux: employeurs et gestionnaires, représentants du milieu syndical, du milieu gouvernemental et institutionnel, du milieu scolaire, du milieu du travail; représentants d'organismes communautaires et de défense des droits; interlocuteurs de diverses associations : regroupements, associations professionnelles, etc.;
- Bonne connaissance des droits, des enjeux et des réalités des peuples autochtones;
- Expérience pertinente dans la conception et l'élaboration d'activités ou de séances d'éducation aux droits (utilisant diverses approches, moyens et supports);
- Expérience significative en animation de formations ou d'ateliers et dans l'application de la méthodologie participative dans la prestation des sessions de formation en présentiel et en ligne;
- Expérience pertinente de représentation d'une organisation à des tables ou comités et capacité de porter et transmettre les positions institutionnelles;
- Capacité de rédaction et de production d'outils pédagogiques traditionnels ou en ligne;
- Capacité d'analyser et d'interpréter les enjeux politiques et sociaux et d'en tenir compte dans la conception et la prestation d'actions d'éducation et de coopération;
- Capacité de vulgariser des notions juridiques en lien avec la protection et la défense des droits auprès de différentes populations desservies par la Commission;
- Excellentes capacités relationnelles et communicationnelles;
- Habilité et intérêt pour le travail d'équipe;
- Créativité et capacité d'innover dans les solutions éducatives;
- Excellent sens de l'organisation et de la gestion du temps et des priorités;
- Disponible pour des déplacements à l'extérieur de son port d'attache.

Atout

Connaissance des enjeux liés à la protection de la jeunesse.

Avantages

- 4 semaines de vacances;
- 10 journées de maladie;
- Assurances collectives;
- Régime de retraite à prestations déterminées;
- Horaire flexible;
- Politique de télétravail*;
- Programme d'aide aux employés.

*Possibilité, selon certaines conditions, de travailler en mode hybride jusqu'à 3 jours en télétravail par semaine.

Si vous êtes intéressé par cette offre d'emploi, nous vous invitons à nous faire parvenir votre candidature sur notre site internet au www.cdpedj.qc.ca à la rubrique *Emplois* **au plus tard le 8 mai 2022** à 17h00.

Veillez prendre note que nous communiquerons uniquement avec les candidatures retenues.